

**Assemblée générale**

Distr. générale  
10 janvier 2018  
Français  
Original : russe

---

**Soixante-douzième session**

Point 17 a) de l'ordre du jour

**Questions de politique macroéconomique :  
commerce international et développement**

**Lettre datée du 15 décembre 2017, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration faite par le Conseil des chefs de gouvernement des États membres de la Communauté d'États indépendants le 3 novembre 2017 à Tachkent, au sujet de la consolidation de l'action menée par la communauté internationale pour lutter efficacement contre les cartels internationaux (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 17 a) de l'ordre du jour.

(Signé) V. Nebenzia



**Annexe à la lettre datée du 15 décembre 2017 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Déclaration du Conseil des chefs de gouvernement  
des États membres de la Communauté d'États indépendants  
sur la consolidation de l'action menée par la communauté  
internationale pour lutter efficacement contre les cartels  
internationaux**

Nous, chefs de gouvernement des États membres de la Communauté d'États indépendants, auteurs de la présente déclaration, notons avec préoccupation que les cartels internationaux, dont le rôle va croissant dans le monde actuel, appliquent des pratiques anticoncurrentielles déloyales qui font peser des menaces directes sur la sécurité économique des États, entre autres ceux qui appartiennent à la Communauté d'États indépendants.

Nous condamnons vigoureusement l'activité des cartels sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations – monopole des marchés, mise en place de barrières élevées à l'entrée sur les marchés pour les entreprises nationales, fixation autoritaire des prix et instauration de conditions défavorables aux consommateurs –, et soulignons qu'elle nuit gravement à la concurrence, est non conforme au droit international et porte considérablement atteinte à l'économie des États et au bien-être des citoyens.

Nous sommes persuadés que le rassemblement des efforts déployés par les États membres de la Communauté d'États indépendants et par la communauté internationale pour élaborer et mettre en œuvre des mesures concertées de lutte contre les pratiques commerciales déloyales des cartels internationaux passe par une coopération multilatérale des services gouvernementaux spécialisés dans le cadre des structures internationales et régionales existantes ainsi que par une collaboration bilatérale, si possible avec la participation des services compétents des autres États intéressés.

Nous considérons que la coopération internationale mise en œuvre aux fins de la lutte contre les cartels doit s'accompagner de mesures concrètes visant à la conduite multilatérale d'enquêtes sur ces structures, selon qu'il conviendra, afin d'en interdire les activités illégales qui sont préjudiciables au commerce mondial et freinent le développement des marchés nationaux.

Nous sommes convaincus que la lutte contre les cartels exige de la communauté internationale la consolidation de ses efforts et une collaboration efficace dans le cadre des mécanismes applicables fondés sur les normes et principes du droit international, et appuyons à cette fin l'élaboration d'un instrument international approprié.

Tachkent, le 3 novembre 2017